

DER KOMMENTAR

Weg mit schönen Ortsbildern!

Kein Witz – genau dies fordern zwei Nationalräte aus dem Kreise der Hauseigentümerverbände. Gemäss ihren Vorstössen soll im Natur- und Heimatschutzgesetz, auf das sich das Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (ISOS) stützt, verankert werden, dass dieses Inventar nur gelten soll, wenn der Ortsbildschutz der «Verdichtung» nicht entgegensteht. Wie hässlich oder überdimensioniert Bauprojekte auch immer sein mögen, überall sollen sie ungehindert realisiert werden können. Dabei ist der Ortsbildschutz spät – 1973 – in Gang gekommen, als man realisierte, dass wir zu zerstören im Begriffe waren, was in anderen Ländern im Krieg durch Bombardierungen verloren gegangen war.

Solange Neubauten massenhaft auf der grünen Wiese gebaut werden konnten, «störten» Ortsbildschutz und ISOS relativ wenig. Seitdem die Baulandreserven knapp geworden sind, verlagert sich die Bautätigkeit nun aber immer stärker auf die Ortskerne. Obwohl nur 20 Prozent der Ortschaften national geschützt sind, ist dies vielen schon zu viel.

Noch nie war der Ortsbildschutz so nötig wie heute. Erhalten, wie gefordert, private Bauinteressen gegenüber dem Ortsbildschutz die absolute Priorität, wären die Folgen für die Lebensqualität, den Tourismus und die Wirtschaft verheerend. Wenn schon überall Sorge um die Attraktivität des «Standortes Schweiz» anklingt, wieso melden sich Wirtschafts- und Tourismusverbände nicht zu Wort?

Attraktivität unserer Siedlungen erhalten

Der eine Vorstoss will zwar Bauwerke und Siedlungen von «aussergewöhnlicher historischer Bedeutung oder Einzigartigkeit» ausnehmen. Geschützt bleiben sollen «touristische Hotspots» wie Stein am Rhein, Werdenberg, Gruyères und andere, die bereits heute an Übernutzung leiden. Dabei ginge es doch darum, die Attraktivität unserer Siedlungen generell zu erhalten, damit man die historischen Wurzeln nicht an wenigen Orten zusammensuchen muss. Ob die vielen gewöhnlichen Hauseigentümer, die einfach einmal Freude an ihrem Haus und seinem Umfeld haben, Freude haben, wenn ihre Exponenten nur noch die engen Interessen der Immobilienbranche im Auge haben? «La Suisse n'existe pas» lautete 1992 der provokative Slogan linker Kritiker – heute scheinen die Kreise, deren Wählerbasis sich für eine traditionelle Schweiz wehrt, alles daran zu setzen, ihn wahrzumachen.

→ www.heimatschutz.ch/kommentar



Martin Killias
Präsident Schweizer Heimatschutz

LE COMMENTAIRE

Démolir les sites protégés?

Ce n'est pas une plaisanterie. Deux initiatives déposées au Conseil national dans le cadre de la révision de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage visent à supprimer la priorité accordée à la sauvegarde des sites d'importance nationale qui figurent à l'inventaire fédéral des sites construits ISOS. Ils demandent que

la protection cède le pas à la densification ou à d'autres intérêts «publics». Peu importe la laideur des projets, rien ne freinera plus la bétonneuse. En Suisse, la protection des villes et villages contre leur défiguration n'a commencé qu'en 1973 lorsqu'on s'est rendu compte qu'on allait perdre les beautés qui ont disparu ailleurs pendant la guerre sous l'effet des bombes.

Pendant les longues années de construction effrénée en dehors des localités, l'inventaire ISOS n'inquiétait guère les milieux immobiliers. En revanche, depuis que les terrains constructibles se raréfient, leur activité se déplace de plus en plus vers les centres historiques où elle se heurte à la protection des monuments. Voilà pourquoi les 20% de sites protégés au niveau national deviennent un «obstacle» à supprimer.

Jamais la protection des sites n'a été aussi urgente qu'aujourd'hui. Si la priorité abso-

lue est accordée aux intérêts immobiliers, les conséquences seront désastreuses pour la qualité de vie, le tourisme et même l'économie. Tout le monde s'inquiète de l'attractivité de l'espace économique suisse. Alors, pourquoi les milieux économiques et notamment touristiques ne se mobilisent-ils pas contre une telle dérive?

Sauvegarder l'attractivité de nos sites «normaux»

L'une des deux initiatives anti-ISOS prévoit une exception en faveur de sites d'importance exceptionnelle. La protection se limiterait donc à quelques fleurons tels que le Lavaux, Gruyères, Morat ou d'autres destinations touristiques déjà mises à mal par des fréquentations excessives. Une saine politique de protection du patrimoine bâti devrait cependant sauvegarder l'attractivité de nos sites «normaux» et pas uniquement celle de monuments historiques exceptionnels! Les innombrables propriétaires qui apprécient leur maison et son environnement verront-ils d'un œil bienveillant l'action en faveur des intérêts étroits de quelques protagonistes actuellement menée au Parlement? Ce n'est pas si sûr! En 1992, quelques provocateurs avant-gardistes avaient lancé le slogan: «La Suisse n'existe pas». Les deux conseillers nationaux auteurs de ces initiatives sont des élus d'un parti qui défend vigoureusement les valeurs traditionnelles. Comble de l'ironie, ils semblent déterminés à mettre en pratique ce slogan!

→ www.patrimoineuisse.ch/commentaire